

1er Décembre - Journée mondiale de lutte contre le sida

Dossier de presse

10 MESURES POUR EN FINIR AVEC L'ÉPIDÉMIE



Membre de la Coalition Internationale Sida



CONTACT PRESSE

Tony Fortin
T : 01.77.93.97.00
P : 06.28.59.23.44
M : tfortin@aides.org

Sommaire

La fin du sida est possible, mais pas gagnée d'avance p.3

Carte d'identité du VIH p.5

Fin du sida = Protéger + Dépister + Traiter p.6

International - Garantir l'accès universel au traitement du VIH dans les pays du Sud p.9

National - Garantir un accès effectif aux droits et aux soins p.13

1er décembre - actions de AIDES dans toute la France p.18

Annexes

La fin du sida est possible, mais pas gagnée d'avance

Trente ans après la découverte des premiers cas, l'espoir d'un monde sans sida devient réalité. Pour la première fois, nous détenons la solution pour stopper les nouvelles contaminations et faire reculer durablement l'épidémie. Le récent rapport d'ONUSIDA le montre : la lutte commence à porter ses fruits et le traitement est la meilleure arme pour stopper la transmission du virus. Première association française de lutte contre le sida, AIDES salue ces avancées mais se garde bien de crier victoire.

Oui, la fin du sida est possible. Elle n'est pas pour autant gagnée d'avance. L'annulation par le Fonds Mondial de lutte contre le sida, le 22 novembre dernier, d'un nouveau cycle de financement devant permettre la mise sous traitement de 500.000 personnes supplémentaires en 2012 montre à quel point ces progrès sont fragiles.

Conséquence inquiétante de la crise économique, les contributions des pays riches pour la lutte contre le sida au niveau mondial ne cessent de diminuer depuis 2008 et permettent à peine aujourd'hui de continuer à financer les programmes existants.

Les fonds manquent pour placer de nouvelles personnes sous traitement tandis que les nouvelles contaminations, elles, progressent. AIDES appelle au contraire la communauté internationale à redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif qu'elle s'est elle-même fixée : l'accès universel au traitement. En économie comme en santé publique, la rigueur et l'attentisme ne paient pas. Plus nous attendrons, plus nous aurons de personnes à traiter et plus le coût sera élevé. Or la courbe de l'épidémie ne pourra s'inverser qu'à condition d'offrir un traitement à TOUS ceux qui en ont besoin.

A l'occasion de cette journée mondiale et à quelques encablures des échéances électorales de 2012, AIDES refuse le défaitisme et entend être force de proposition. Nous proposons 10 mesures claires, concrètes, pour se donner les moyens d'en finir avec le sida, en France et dans le monde.

Au plan international, des solutions existent pour dégager de nouvelles ressources et faire baisser le coût des traitements. AIDES défend ainsi depuis longtemps la mise en place d'une taxe sur les transactions financières (TTF), et appelle la France à retrouver son leadership passé dans la lutte contre le sida. *« Nous ne pouvons laisser 10 ans d'acquis incontestables être remis en cause par la crise économique. Ne sacrifions pas les malades sur l'autel de la dette »*, rappelle Bruno Spire, président de AIDES.

En France aussi, nous pouvons mettre fin à l'épidémie. AIDES appelle les responsables politiques à être à la hauteur de l'enjeu. Nous demandons la mise en œuvre d'une politique volontariste et ambitieuse qui protège les populations les plus fragiles en garantissant leurs droits à la santé, à des conditions de vie décentes et à une prise en charge médicale de qualité. Pour Bruno Spire, président de AIDES : *« Lutter contre le sida, c'est tout le contraire de la politique qui consiste à faire la chasse aux pauvres et aux étrangers. Cette politique-là, nous constatons chaque jour ses effets délétères sur le terrain. Elle précarise les plus vulnérables, les éloigne du dépistage et de la prise en charge médicale. Les résultats des enquêtes menées auprès de nos différents publics sont édifiants. Ils démontrent clairement que sans accès effectif aux droits et aux soins pour ces populations, il est impossible d'arrêter l'épidémie ! »*.

Carte d'identité du VIH

Dans le monde ⁽¹⁾

34 millions de personnes vivent avec le VIH.

1,8 million de personnes sont mortes fautes de traitement en 2010 contre 2,2 millions en 2005.

47 % des personnes éligibles au traitement y ont accès, soit une hausse de 20 % entre 2009 et 2010.

L'Afrique est la première région concernée par le VIH avec 23 millions de personnes séropositives suivie par l'Asie du Sud et du Sud-Est (4 millions de personnes) et l'Amérique latine (1,5 million de personnes).

En France

150.000 personnes vivent avec le VIH.

Plus de 6.000 personnes découvrent leur séropositivité chaque année dont 55 % de personnes hétérosexuelles et 45 % de personnes homosexuelles. Mais la part des découvertes de nouvelles infections dans la communauté gay est bien plus importante (2.500 contaminations par an).

La population issue d'Afrique subsaharienne est également l'une des plus touchées par le VIH en France, en particulier les femmes avec près de 1.000 nouvelles contaminations par an. Les usagers de drogues sont enfin le troisième groupe concerné par l'épidémie (100 découvertes de nouvelles infections par an).

Territorialement, l'épidémie se concentre en Île-de-France (45 % des nouvelles découvertes) et dans les départements français d'Amérique (10 %),

« Epidémie généralisée » en Guyane

La Guyane reste le département le plus touché de France, et le seul département en situation d'épidémie généralisée selon les critères de l'OMS (plus de 1 % de prévalence). Avec une prévalence de 1,3 %, la Guyane est dix fois plus touchée que la moyenne nationale. Une telle prévalence fait de la Guyane une région comparable à certains pays d'Afrique.

PROTEGER +DEPISTER +TRAITER = FIN DU SIDA

Constat historique : le traitement bien suivi est aussi efficace que le préservatif

Nous le savons désormais, un traitement bien suivi par une personne vivant avec le VIH, réduit à 96% les risques de transmettre le virus (2). Sous certaines conditions (3), il présente un effet préventif aussi efficace que le préservatif, ce qui en fait un outil complémentaire dans les politiques de prévention. Une révolution intime pour les malades qui craignent de contaminer leurs partenaires, mais pas seulement.

Enjeu historique : il est possible d'arrêter l'épidémie

En généralisant l'accès au traitement à toutes les personnes séropositives, il est possible d'arrêter le sida. Certains experts parlent d'un horizon de 10 à 30 ans (4). Un nouveau souffle pour le militantisme sida qui capte de nouvelles énergies autour d'un objectif de lutte désormais palpable. Une formidable opportunité pour les pays du Nord d'enrayer l'épidémie en améliorant les droits des populations, le dépistage et la prise en charge médicale. Et enfin l'espoir inédit au Sud d'anéantir ce fléau et les tombereaux de morts qu'il entraîne chaque année. Mais si la fin du sida est possible, elle demande un investissement financier à la hauteur et une détermination politique sur le long cours.

Responsabilité historique : la politique peut vaincre le sida

Cet espoir cale aujourd'hui devant une brutale réalité. Les avancées remarquables de ces dix dernières années se retrouvent de plus en plus mises à mal par le désengagement des pays riches au Sud, et des politiques sociales irresponsables en France. Pendant ce temps, l'épidémie continue de gagner des points sur la lutte.

Sur le plan international, **pour deux personnes mises sous traitement, on déplore cinq nouvelles contaminations**. Encore 1,8 million de personnes sont mortes en 2010 faute de traitement. Quant à l'accès universel aux antirétroviraux, il est compromis par les baisses de financement du Fonds Mondial.

Au niveau national, les populations concernées par l'épidémie ont été durement affectées par le recul des droits sociaux, l'accroissement des discriminations et la hausse constante des « restes à charge » médicaux. Sur ces différents points, la dernière mandature française a été particulièrement néfaste. L'accumulation de politiques inégalitaires et répressives a pour effet de fragiliser les populations les plus touchées par l'épidémie (gays, personnes migrantes, femmes, usagers de drogues, travailleurs(se)s du sexe), avec pour seul résultat de les éloigner du dépistage et de la prise en charge médicale. Or l'épidémie, elle, ne fait pas de discriminations : en privant d'accès aux soins et à la prévention des populations déjà fragilisées, ce sont tous les Français qu'on met en danger.

AIDES ne cesse de le répéter : **sans accès effectif aux droits et aux soins pour TOUS, arrêter le sida est un objectif impossible !** A l'inverse, plus les droits des personnes sont respectés, mieux elles se soignent, et moins à terme elles ont besoin de soins lourds et coûteux.

A l'heure où les gouvernements courent derrière les marchés, il faut rappeler cette évidence : faire payer la crise financière par les pauvres et les malades est non seulement injuste mais aussi contre-productif.

En France, restreindre l'accès aux soins des plus précaires entraînera à terme des surcoûts considérables pour notre système de soins. Nous sommes de plus en plus nombreux à renoncer à des soins urgents faute de moyens. Il faut s'attendre, dans les mois et les années à venir, à une multiplication des prises en charge au stade de l'urgence médicale.

Au Sud, laisser courir une épidémie dévastatrice entrave la croissance et le développement des pays pauvres, et les maintient dans une situation de dépendance économique insoutenable.

AIDES appelle les responsables politiques français et la communauté internationale à ne plus considérer la lutte contre le sida comme une charge économique. Garantir l'accès aux

traitements et le respect des droits pour TOUS et PARTOUT, c'est garantir la fin du sida. C'est investir dans l'avenir et dans la croissance économique du monde en développement.

Ce ne sont pas là des formules incantatoires mais des constats scientifiques. Les références de ces études sont toutes dans ce dossier de presse. Nous ne vous demandons pas de nous croire sur parole mais de juger sur pièces.

Face à cette responsabilité historique, AIDES compte bien s'immiscer dans la campagne électorale 2012 pour interpeller les responsables politiques et leur poser cette question simple :

« Serez-vous le candidat de la fin du sida ? »

C'est dans cette perspective que AIDES a élaboré sa plate-forme de revendications. 10 mesures concrètes pour arrêter le sida en France et dans le monde.

INTERNATIONAL

Garantir l'accès universel au traitement du VIH dans les pays du Sud

Le sida tue encore 1,8 million de personnes chaque année et près de 34 millions de personnes vivent avec le VIH dans le monde. Malgré les efforts du Fonds Mondial qui a sauvé 5 millions de vies, l'épidémie ne cesse de progresser : pour deux personnes mises sous traitement, on déplore cinq nouvelles contaminations. Un constat d'autant plus scandaleux qu'il est possible de mettre fin au sida depuis que le rôle préventif des traitements est reconnu.

Accès universel : des engagements non remplis

En 2011, dix ans après la création du Fonds Mondial, les engagements en faveur de l'accès universel au traitement, maintes fois répétés par tous les pays membres du G8 et de l'ONU, n'ont pas été tenus. En pratique, après vingt-cinq ans d'efforts continus, les ressources du Fonds Mondial ont baissé depuis 2008 (5), et un certain nombre de pays pauvres ne sont ou ne seront bientôt plus en état de soigner leurs malades. Un rapport de la fondation Kaiser et de l'ONUSIDA (6) montre que les financements des Etats ont reflué de 10 % l'année dernière. 7 Etats sur 15 interrogés sont visés, dont l'Allemagne, l'Espagne et la Suède. Si en juin 2011, la France et les autres pays membres des Nations Unies (7) se sont fixé de mettre 15 millions de personnes séropositives sous traitement d'ici à 2015, cet objectif ambitieux ne garantira l'accès aux traitements que pour la moitié des personnes qui en ont besoin !

Annulation du 11ème round

Les pays riches privent 500.000 malades de traitement

Mardi 22 novembre 2011, les pays donateurs ont pris la décision d'annuler le 11ème cycle de financement du Fonds Mondial, organisme créé pour financer la lutte contre le sida dans les pays pauvres. Ce cycle annuel de deux milliards de dollars permet de prendre en charge 500.000 malades du sida. Soit autant de personnes qui seront demain privées de traitement et condamnées à mort. Les pays pauvres étaient pourtant ouverts à la négociation : ils proposaient de décaler ces financements après la prochaine Reconstitution du Fonds mondial, quitte à les annuler si celle-ci se révélait décevante. Mais les pays riches ont refusé cette option.

Ils ont décidé de repousser à 2014 voire 2015 toute nouvelle possibilité d'accès au traitement pour les 33 millions de personnes séropositives. D'ici là, l'aide internationale servira uniquement à financer le traitement des 4 millions de malades déjà pris en charge par le Fonds Mondial. Une conséquence directe de la crise ? Certainement. Mais si ses effets s'élèvent à plusieurs milliards d'euros au Nord, ils se comptent en centaines de milliers de morts au Sud. Au côté de Coalition PLUS, AIDES appelle Nicolas Sarkozy à organiser d'urgence un sommet des pays donateurs, afin de mobiliser les ressources nécessaires au respect des engagements onusiens.

L'accès aux génériques menacé par les laboratoires et les pays riches

Au début des années 2000, l'arrivée sur le marché mondial des médicaments génériques a permis de faire baisser de près de 99 % le prix des premiers traitements. Mais depuis, avec le soutien des pays riches, l'industrie pharmaceutique fait tout pour empêcher leur diffusion. A titre d'exemple, les accords ACTA (Anti-Counterfeiting Trade Agreement), négociés par l'Union européenne, font la confusion entre contrefaçon et génériques et permettent la saisie aux frontières des anti-rétroviraux « génériques ».

Défendre les droits des communautés vulnérables

Si l'argent est le nerf de la guerre, il ne règle pas tout. Impossible d'enrayer durablement l'épidémie sans une prise de conscience mondiale contre les discriminations qui la nourrissent. L'épidémie de sida en Afrique, comme dans le reste du monde, touche particulièrement les personnes les plus vulnérables sur le plan socio-économique (homosexuels masculins, femmes, usagers de drogues, travailleur(se)s du sexe). La stigmatisation et les discriminations dont elles font l'objet, renforcées par des législations qui leur sont souvent hostiles, fragilisent ces populations et constituent un obstacle majeur à la prévention et à l'accès aux soins.

L'accès universel au traitement est rentable !

Arrêtons de considérer l'accès universel au traitement comme un gouffre financier. C'est l'impact funeste du sida qui est une charge insoutenable pour les pays pauvres et compromet leur développement. Une étude du *Lancet* le démontre : pour 15 milliards d'euros d'investissements annuels jusqu'en 2020, les vies sauvées et les contaminations évitées garantiraient chaque année plus de 20 milliards d'euros de ressources supplémentaires aux pays en développement. Soit 5 milliards d'euros de bénéfice net par an (10).

Ainsi, consentir dès aujourd'hui les efforts financiers nécessaires pour mettre fin à l'épidémie constitue un investissement pour demain. Une évidence que l'économiste de la santé Jean-Paul Moatti rappelait il y a quelques années : « *Si, à cause de la crise, on renonce au doublement du financement du Fonds Mondial, indispensable pour aller vers l'accès universel, on aura certes des économies à court terme. Mais plus de dépenses à moyen terme, autour de 2015-2020. Ce serait une bêtise macro-économique importante.* » (11)

La Taxe Robin doit être rapidement mise en œuvre !

Promue par AIDES, Oxfam, ATTAC et Coalition PLUS, la **Taxe Robin des Bois** (une taxe sur les transactions financières affectée à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement) permettrait de mettre tous les malades du sida sous traitement et de pallier de nombreuses autres urgences sociales et environnementales de la planète. Indolore pour les économies des pays, ce mode de financement est de plus non tributaire du bon vouloir des Etats. Pourtant la France, leader sur l'idée de la taxe, refuse de l'instaurer au niveau national, et compte pour cela sur une coalition de pays pionniers difficile à obtenir.

La France doit donner l'exemple sans attendre et s'inspirer pour cela de l'exemple britannique : la Stamp Duty appliquée aux actions rapporte 5 milliards d'euros par an à la Grande-Bretagne, sans nuire à la compétitivité du secteur financier !

Plus d'infos ici : <http://www.taxerobindesbois.org/>

L'aide pour le sida, ça marche

Chaque euro investi est important. Grâce à Unitaid (8) le prix de certains médicaments a baissé de manière notable. Quant au Fonds mondial de lutte contre le sida (9), la tuberculose et le paludisme, il a sauvé plus de cinq millions de vies depuis sa création en 2001. Le dernier rapport de l'ONUSIDA signale que le nombre de personnes séropositives n'a jamais été aussi important. En 2010, il enregistre une hausse de 17 % par rapport à 2001 imputable à un meilleur accès au traitement. Une amélioration rapide que l'on doit entièrement au Fonds Mondial et qui a fait diminuer drastiquement la mortalité. Rien qu'en 2010, 700.000 décès ont été évités.

Si le fonctionnement du Fonds Mondial peut être amélioré, nous rappelons que l'exigence de qualité est bien là. En moyenne, seule une demande sur deux est jugée de qualité suffisante par le Comité Scientifique du Fonds. Et les procédures de contrôle de l'utilisation des financements en font l'initiative la plus transparente et le meilleur rapport coût/efficacité de l'histoire de la santé publique mondiale.

Les revendications de AIDES

Mesure 1 : Mettre en place la Taxe Robin des Bois (ou taxe sur les transactions financières), dont les recettes doivent être affectées à la lutte contre les pandémies et pour le développement.

Mesure 2 : Doubler la contribution de la France au Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

Mesure 3 : Augmenter graduellement l'Aide publique au développement à hauteur de 0,7 % du PIB d'ici à 2015, comme le gouvernement français s'y est engagé à plusieurs reprises.

Mesure 4 : Assurer une diplomatie active pour la défense des droits des personnes séropositives et des populations les plus vulnérables : les HSH (ou homosexuels masculins), les usagers de drogues et les travailleurs(se) du sexe.

Mesure 5 : Soutenir la production et la diffusion de traitements à moindres coûts et s'opposer aux dispositions des accords négociés par la Commission européenne, qui risquent d'entraver la production de médicaments génériques.

Garantir un accès effectif aux droits et aux soins

La maladie enclenche un cercle vicieux. La découverte de la séropositivité entraîne des vulnérabilités supplémentaires chez des personnes déjà fragilisées : des difficultés à travailler, à emprunter, des besoins médicaux accrus, auxquels l'Etat ne répond pas, ou trop partiellement – et même qu'il contribue à pérenniser en entretenant des lois et des pratiques discriminatoires. Pourtant, plus les droits des personnes sont respectés, mieux et plus tôt elles se soignent, et moins cela coûte à la société. En d'autres mots, le seul accès au traitement ne suffit pas. Sans titre de séjour, sans logement décent, sans qualité de vie quotidienne, sans réseau social, il est difficile de se soigner !

Des revenus en dessous du seuil de pauvreté

Les personnes séropositives sont parmi les plus précaires de la population française. Selon notre enquête VIH, Hépatites et Vous (2010), 39,5 % des personnes séropositives et 52,3 % des personnes coinfectedées (VIH, VHC) gagnent moins de 950 euros/mois. Les causes de cette pauvreté sont bien connues. En cessant de travailler ou en travaillant par intermittence, les personnes deviennent peu à peu dépendantes des revenus de substitution qui s'avèrent insuffisants pour sortir de la précarité. Alors qu'une revalorisation franche est nécessaire, on constate ces dernières années tout l'inverse : une perte du pouvoir d'achat et une stagnation, voire un recul des droits. Malgré une hausse de 25 % de 2007 à 2012, l'Allocation Adulte Handicapé (727 euros par mois) reste bien en dessous du seuil de pauvreté (950 euros). De plus, de nombreuses personnes en sont exclues sans pour autant pouvoir reprendre une activité. Elles doivent alors se contenter du montant dérisoire du Revenu de Solidarité Active (467 euros). Toutes ces « aides » sont bien insuffisantes pour payer son logement et ses autres besoins vitaux.

Un accroissement des discriminations

Enfin, les difficultés économiques s'accompagnent d'un recul des droits sociaux pour les communautés concernées par l'épidémie qui sont aussi les plus vulnérables de la population (étrangers, usagers de drogues, travailleurs(se) du sexe, transsexuels, personnes malades issues des territoires d'outre-mer). Ces communautés subissent à la fois des discriminations de la part de la société et une répression politique de la part de l'Etat.

Les politiques de rigueur coûtent très cher

Si on entend par rigueur une politique qui consiste à faire des coupes dans les dépenses sociales dans l'espoir de résorber la dette ou de restaurer la croissance, alors en matière de santé, elle ne date pas d'hier. Depuis 2004, le pouvoir politique a remis au goût du jour les restes à charge en tout genre pesant sur le patient : franchises sur les médicaments, forfaits multiples, dépassements d'honoraires... Des économies de « bon père de famille » ? Non, car derrière le prétexte de « responsabilisation » des assurés, ces « restes à charge » retardent l'accès aux soins et entraînent l'aggravation des maladies, ce qui génère des coûts supplémentaires pour la collectivité. Par exemple, le surcoût financier du droit d'entrée de 30 euros que le gouvernement a imposé aux sans-papiers comme condition pour bénéficier de l'Aide Médicale d'Etat est estimé à une vingtaine de millions d'euros (15). Comment ne pas craindre dans ce cas les conséquences à long terme des 500 euros de restes à charge pour les personnes séropositives ? (16)

Pire, en détournant les personnes des soins, les politiques de rigueur favoriseraient mécaniquement la propagation des épidémies. C'est le cas en Grèce où on constate depuis 2010 une explosion du nombre de personnes séropositives (plus de 50 % sur l'année) en lien sans doute avec une baisse constatée de 36 % des dépenses de santé (17). Après avoir infligé une politique de rigueur sans précédent à ses citoyens, l'Etat grec doit maintenant faire face à un problème urgent de santé publique, ce qui n'est sans doute pas un hasard...

Les étrangers malades, victimes de l'idéologie et de l'arbitraire

« **Les étrangers viennent se soigner aux frais de la France** ». C'est le principal argument mis en avant par le gouvernement actuel pour restreindre le droit au séjour pour soins des étrangers gravement malades vivant en France. Ce dispositif, qui concernait 28.000 personnes, dont 6.000 personnes vivant avec le VIH, leur permettait de rester légalement sur le territoire français et de bénéficier d'un traitement et d'un suivi médical auxquels elles n'avaient pas accès dans leur pays d'origine. La loi sur l'immigration du 4 mai 2011 a considérablement changé la donne, et c'est maintenant aux préfets d'apprécier d'éventuelles « circonstances humanitaires exceptionnelles » pour empêcher leur expulsion ! De nombreux étrangers malades se sont déjà vu refuser leur titre de séjour, et certains sont aujourd'hui pourchassés par les autorités pour être renvoyés vers la mort. Sans l'intervention de AIDES et d'autres associations, ces pratiques étaient amenées à se multiplier, plongeant les personnes concernées dans l'exclusion et la clandestinité et les privant d'un accès aux soins satisfaisant. C'est tout le contraire de ce qu'il faut faire pour enrayer l'épidémie.

« **L'invasion sanitaire** » est bien entendu un mythe. Selon différentes études, plus de 90 % des étrangers séropositifs découvrent leur maladie après leur arrivée en France (18) (19). AIDES qui s'est longuement battue avec l'ODSE (l'Observatoire du droit à la santé des étrangers) pour la sauvegarde de ce dispositif, sera intraitable sur son rétablissement !

Un système de santé à renforcer

Le VIH/sida ou les hépatites virales se distinguent des autres maladies par le lien direct entre la santé de chacun et la santé de tous. Associée au dépistage, la qualité de prise en charge des malades conditionne le succès thérapeutique, et aboutit à une diminution des transmissions (12). Aujourd'hui 89 % des personnes suivies pour le VIH sont sous traitement antirétroviral, et parmi elles, 87 % ont une charge virale indétectable (13). Les récentes études nous démontrent que le risque de transmission par une personne avec une charge virale indétectable est réduit de 96 % dans le cadre d'un couple hétérosexuel. Pour arrêter l'épidémie, il ne faut donc pas mettre en danger le système de soins mais bien l'améliorer, ce qui va à contre-courant de la politique actuelle qui fait peser de plus en plus de dépenses médicales sur le patient (« restes à charge », dépassements d'honoraires, forfaits, franchises médicales, etc.). Deux principes majeurs doivent guider les candidats aux prochaines élections : l'organisation du système de santé en fonction des besoins des malades et un accès effectif donné à tous sur le territoire français.

Dépistage : la stratégie de AIDES validée par une étude

Faut-il proposer un dépistage à « tout à chacun » ou en priorité aux personnes issues des communautés touchées par l'épidémie ? Une étude (22) de l'ANRS (Agence Nationale de Recherche sur le Sida et les hépatites virales) réalisée sur des patients dans les services d'urgences hospitalières, confirme que le dépistage généralisé se révèle inefficace dans la mesure où les cas découverts concernent quasi-exclusivement des hommes gays ou des hétérosexuels issus d'Afrique sub-saharienne. Ce résultat valide la stratégie de AIDES qui déploie depuis septembre 2010 sur tout le territoire des actions de dépistage ciblées sur les populations vulnérables (gays, migrants, usagers de drogues, travailleurs du sexe...), complémentaires de l'offre classique (CDAG, CIDDIST). Le principe est de « déplacer » le dépistage dans leurs lieux de vie (sex clubs, bars, centres communautaires...) afin de toucher des personnes qui ne se sont jamais fait dépister ou qui ne le font pas assez fréquemment au regard de leurs pratiques et du taux de prévalence de leur communauté. N'oublions pas qu'en France, 30 à 40.000 personnes ignorent leur séropositivité.

C'est par ailleurs en « ciblant » et « banalisant » le dépistage auprès de ces publics que nous pourrions dépister plus de personnes en primo-infection (3 à 6 semaines après la contamination). C'est en effet dans cette courte fenêtre que le VIH a le plus de chances de se transmettre. Dépister « mieux » et plus fréquemment est donc une condition cruciale pour proposer plus tôt un traitement, une condition nécessaire pour enrayer la dynamique de l'épidémie. Les premiers chiffres tirés de la phase expérimentale du dispositif, réservée au public gay, sont probants : 2,9 % des personnes dépistées se sont révélées séropositives, un pourcentage presque dix fois plus important que celui des CDAG (23).

Les hépatites, parents pauvres de la santé publique

C'est un mal invisible dont les médias parlent peu. En France, 500.000 personnes sont infectées de façon chronique par les hépatites B et C et la moitié l'ignore. 2.600 personnes meurent chaque année de la seule hépatite C et on dénombre 4.400 nouvelles contaminations par an. Enfin, il faut noter qu'une personne séropositive au VIH sur trois est co-infectée. Un état des lieux d'autant plus alarmant que dans les années à venir, on craint de graves complications de santé chez les personnes vivant avec le VHC depuis plus de vingt ans.

Les hépatites suscitent, il faut le dire, un intérêt insuffisant de la part des autorités publiques de santé. Pour preuve, le Plan National Hépatites se voit attribuer une dotation financière 250 fois moindre que celle affectée à la lutte contre le VIH. On n'y note pas par ailleurs de véritables recommandations de prise en charge. De plus, les Agences Régionales de Santé (ARS) maîtrisent mal le sujet, ou ne sont pas encore convaincues par la nécessité de s'engager. Qu'attendent les pouvoirs publics pour réellement prendre en main cette épidémie ? Pro-active sur la question, AIDES joue son rôle d'alerte et d'accompagnement des personnes concernées par le VHC. L'association se mobilise avec SOS Hépatites pour proposer des solutions de prévention, d'accès au traitement et de prise en charge à la hauteur de ce grave enjeu de santé publique.

Les salles de consommation supervisée, ça marche !

« **La réduction des risques est plus efficace que la répression.** » Ce n'est pas nous qui le disons, mais l'Inserm qui reconnaît dans une étude de 2010 l'utilité des salles de consommation supervisée dans les huit pays étrangers où elles ont déjà été mises en place. Selon l'Institut, différentes études scientifiques *"démontrent clairement une diminution des abcès et autres maladies liées à l'injection, une diminution des comportements à risque de transmission du VIH/VHC (partage de matériel usagé ou de matériel servant à la préparation de l'injection) chez les usagers, avec une probable influence plus large sur la communauté des usagers"* (20). Non contente de précariser les usagers de drogue, la répression actuelle les expose à des risques élevés de transmission du VIH et du VHC. Il est donc nécessaire de dépénaliser non seulement l'usage de cannabis mais aussi celles de TOUTES les autres drogues qui sont pour certaines des enjeux majeurs de santé publique.

Il faut aussi accompagner cette dépénalisation par la mise en place d'une politique plus vaste de réduction des risques, comme le rappelle le Docteur Polomeni, l'un des auteurs du rapport : « *les centres d'injection permettent un accès aux soins et au bout d'un certain temps, ça peut permettre à certains [consommateurs] d'entrer dans des programmes de substitution et de sevrage"* (21).

Les revendications de AIDES

Mesure 6 : Garantir des conditions de vie dignes pour les personnes françaises et étrangères, notamment en instaurant un revenu d'existence et une couverture santé véritablement universelle, en rétablissant le droit au séjour pour soins, et en anticipant les contraintes liées au vieillissement des personnes malades.

Mesure 7 : Lutter efficacement contre les discriminations, notamment en garantissant les droits des gays, des trans, et l'égalité effective aux soins et aux droits dans les départements français d'Amérique (Guyane et zone Caraïbes) .

Mesure 8 : Privilégier la santé publique à la répression, notamment concernant l'usage de drogues et le travail du sexe.

Mesure 9 : Améliorer la participation des malades aux politiques de santé, notamment en les concertant sur toute modification du paysage sanitaire.

Mesure 10 : Assurer les moyens de la lutte contre le sida pour enrayer les épidémies à VIH et à hépatites virales, en augmentant les financements dédiés aux associations de malades et à la recherche publique (ANRS).

Le 1er décembre : les actions de AIDES

PARIS

Le mercredi 30 novembre, 10h00 - « 2015 : le début de la fin du sida », conférence de presse AIDES/ONE - Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE), Grand Palais, Cours la Reine - Perron Alexandre III, 75008 Paris

Avec Philippe Douste-Blazy, secrétaire général adjoint de l'ONU, président d'UNITAID, Jean-Marie Le Guen, adjoint à la santé du Maire de Paris, Guillaume Grosso, directeur de ONE France, Bruno Spire, président de AIDES - *invitation en annexe.*

Le jeudi 1er décembre, 18h15 - Marche inter-associative, place de la Bastille.

REGIONS

Le jeudi 1er décembre, les militants de AIDES se mobilisent dans toute la France : journées de dépistage, ateliers prévention, projection de films, débats, stands - *annuaire des actions en annexe*

Notes

- (1) Rapport ONUSIDA : « Atteindre l'Objectif Zéro : une riposte plus rapide, plus intelligente, plus efficace », <http://www.unaids.org/en/>
- (2) Communiqué de presse de l'OMS/ONUSIDA : « Des résultats d'essai sans précédent confirment qu'un traitement anti-VIH empêche la transmission du virus », 12 mai 2010, <http://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2011/may/20110512pstrialresults/>
- (3) Dans le cadre d'un couple sérodifférent et hétérosexuel, avec une charge virale indétectable depuis au moins 6 mois, pas d'IST et pas de rapports non protégés en dehors du couple.
- (4) Lancet Early Online Publication, 26 novembre 2008
- (5) Rapport sur la recevabilité de l'aide présenté au G8 de Deauville en mai 2011 <http://www.g8.utoronto.ca/summit/2011deauville/accountability.html>
- (6) « Une étude Kaiser/ONUSIDA constate une baisse globale des décaissements destinés à la riposte au sida en 2010, 7 gouvernements sur 15 faisant état de réductions », Communiqué de l'ONUSIDA
- (7) http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/65/L.77&referer=/english/&Lang=F
- (8) <http://www.unitaid.eu/> Né d'une initiative française, UNITAID est financé par une taxe sur les billets d'avion. Cette taxe indolore pour les voyageurs a permis à UNITAID de collecter près de 2 milliards de dollars US.
- (9) <http://www.theglobalfund.org/fr/>
- (10) <http://www.thelancet.com> Publié en ligne le 3 juin 2011 DOI:10.1016/S0140-6736
- (11) Interviewé par Renaud Persiaux, « Lutte contre le sida : les nouveaux enjeux économiques », Vih.org.org, <http://www.vih.org/20100916/lutte-contre-sida-nouveaux-enjeux-economiques-17526>
- (12) Cf. rapport Yéni 2010.
- (13) Source : la base hospitalière française - FHDH.
- (14) André Grimaldi, Didier Tabuteau, François Bourdillon, Frédéric Pierru, Olivier Lyon-Caen, Manifeste pour une santé égalitaire, Odile Jacob, p. 48
- (15) Analyse de l'évolution des dépenses au titre de l'Aide médicale d'Etat, rapport de l'IGAS, p. 17, <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/104000685/0000.pdf>
- (16) Bidénam Kambia-Chopina, Marc Perronnin, IRDES, Les franchises ont-elles modifié les comportements d'achats de médicaments ?, Question d'économie de la santé, n.158, oct. 2010
- (17) « In Greek crisis, HIV gains ground », Reuters 10 nov. 2010, <http://www.reuters.com/article/2011/11/10/us-greece-hiv-newspro-idUSTRE7A94PD20111110>
- (18) D'après une étude épidémiologique menée en France en 2002 parue dans le Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire
- (19) « Parcours socio-médical des personnes originaires d'Afrique sub-saharienne atteintes par le VIH, prises en charge dans les hôpitaux d'Ile-De-France », Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire, 2002, F. Lot et autres. Comede, La santé des Exilés. Rapport d'activité et d'observation, 2009, p.34
- (20) Réduction de risques chez les usagers de drogues, rapport de l'Inserm (2010), <http://www.inserm.fr/thematiques/sante-publique/expertises-collectives>
- (21) Les salles de consommation "améliorent la santé" des drogués, selon un expert, AFP 13 août 2010
- (22) « A propos de la publication de résultats sur le dépistage dans les services d'urgences », ANRS, <http://www.anrs.fr/VIH-SIDA/Sante-publique-Sciences-sociales/Actualites/Note-de-presse-A-propos-de-la-publication-de-resultats-sur-le-depistage-du-VIH-dans-les-services-d-urgences>
- (23) « Community-based HIV testing in a non-medical setting for men who have sex with men (MSM) Intermediate results of a pilot project: ANRS - COM'TEST », <http://depistage.aides.org/docs/ComTestKchampenois.pdf>



Membre de la Coalition Internationale Sida



Créée en 1984, AIDES est l'une des plus importantes associations européennes de lutte contre le VIH/sida.

AIDES est reconnue d'utilité publique depuis 1990.

AIDES soutient directement les personnes séropositives et leur entourage.

AIDES informe tous les publics sur le sida.

AIDES alerte les pouvoirs publics.

AIDES mobilise des centaines de volontaires qui permettent à l'association d'accomplir efficacement ses missions sur le terrain.

Annexes



Invitation

Journée mondiale de lutte contre le sida Conférence de presse

2015 : le début de la fin du sida

Avec la participation de :

M. Philippe Douste-Blazy, secrétaire général adjoint de l'ONU,
président d'UNITAID

M. Jean-Marie Le Guen, adjoint à la santé du Maire de Paris,

M. Guillaume Grosso, directeur de ONE France,

M. Bruno Spire, président de AIDES

Le 30 novembre 2011 à 10h,

**Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE),
Grand Palais, Cours la Reine – Perron Alexandre III, 75008 Paris**

A la veille de la journée mondiale et trente ans après l'apparition des premiers cas, l'espoir d'un monde sans sida devient réalité. Pour la première fois, nous détenons la solution pour stopper les nouvelles contaminations et faire reculer durablement l'épidémie. Le récent rapport d'ONUSIDA le montre : la lutte commence à porter ses fruits et le traitement est la meilleure arme pour stopper la transmission du virus.

AIDES et ONE saluent ces avancées, mais mettent en garde contre tout triomphalisme hâtif. L'environnement économique représente un réel défi et l'élan politique diminue d'année en année. Face à l'opportunité inédite de mettre fin à la plus grande pandémie de l'Histoire, AIDES et ONE proposent des solutions innovantes pour atteindre cet objectif et appellent la communauté internationale à intensifier ses efforts.

Ne laissons pas passer cette chance.

Donnons-nous les moyens d'en finir avec le sida !

Merci de confirmer votre présence par retour de ce mail, ou en contactant :

Antoine Henry (AIDES) - 06 10 41 23 86 - ahenry@aides.org

Verena von Derschau (ONE France) - 06 31 22 89 68 - verena.vonderschau@one.org

Réseau AIDES - Actions 1er décembre 2011

Région	Territoire d'action	Ville	Date et heure de l'action	Lieu de l'action	Type d'action (RDR-S, visibilité, TROD, etc.)	Commentaires				
Antilles Guyanes Caraïbes	Martinique	Fort-de-France	1er décembre	Fort-de-France	Conférence débat auprès de jeunes					
			1er décembre	Fort-de-France	Conférence débat auprès de professionnels					
			1er décembre	Fort-de-France	Visibilité : chaîne de solidarité					
			1er décembre	Fort-de-France - L'Atrium	Lancement et mise en place de la campagne "Si j'étais séropo ?"					
Auvergne Grand Languedoc	Auvergne	Clermont-Ferrand	16 novembre 11h-12h	CPAM Clermont-Ferrand	Conférence de presse/TROD					
			1er décembre 15h30-19h30	Local AIDES Clermont-Ferrand	RDR/TROD					
			1er décembre 17h30-20h30	Espace LGBT Clermont-Ferrand	RDR/TROD					
			1er décembre 16h-19h	Foyer accueil travailleurs Clermont-Ferrand	RDR/TROD					
			1er décembre 22h-2h	Bus AIDES proximité commerces HSH C-F	RDR/TROD					
			1er décembre 9h-12h	Forum CISS CHU C-F	Visibilité					
			1er décembre 17h30-19h30	Bus AIDES proximité sauna HSH Abrest	RDR/TROD					
	Languedoc	Vichy	Montpellier	1er déc 11h45-14h30 et 17h30-20h	Lieu public Vichy	Visibilité				
				30 novembre 18h	Place Jean Jaurès	Rassemblement solidaire	Rassemblement organisé par le collectif sida de l'Hérault			
				1er décembre 18h-20h	Local AIDES	Accueil santé sexuelle avec proposition de dépistage communautaire (TROD)				
				3 décembre 16h-18h	Sauna "Le 36"	Action de RDR-S/santé sexuelle avec proposition de dépistage communautaire (TROD)				
				6 décembre 21h-23h	Sauna "Le Koncept"	Action de RDR-S/santé sexuelle avec proposition de dépistage communautaire (TROD)				
				8 décembre 17h-20h	Maison des LGBT, asso LGP Montpellier	Permanence santé sexuelle + TROD				
				10 décembre 00h-04h	Le Pam (discothèque) 34560 Poussan	Action de RDR-S/santé sexuelle avec proposition de dépistage communautaire (TROD)				
				Midi Pyrénées	Toulouse	Alès	30 novembre 17h-19h	Local AIDES	Accueil RDR HSH avec proposition de dépistage communautaire (TROD)	
							30 novembre 19h30-21h30	Local AIDES	Apéromeks : parlons de nous parlons de sexe RDR-S HSH	
							1er décembre	Local AIDES	Journée portes ouvertes	
	1er décembre 11h	Local AIDES	Inauguration du nouveau local à Béziers				Invitation des médias			
	Roussillon	Narbonne	Perpignan	30-nov	Maison d'arrêt de Nîmes	Journée avec débat participatif auprès des hommes et des femmes détenus				
				1er décembre	Local AIDES	Journée portes ouvertes				
				1er décembre 20h-22h	L'Insid (bar)	Débat avec le public HSH du bar	Thème : "Vers la fin de l'épidémie. Comment ?"			
				2 décembre 23h-2h	Etablissements Le Lulu, L'Insid, Le Fox, Casa Chica	Visibilité auprès des HSH chez nos partenaires Prévention combinée, TROD, etc.	Communication des militants avec des flyers			
	Midi Pyrénées	Toulouse	Toulouse	26 novembre 10h-18h	Place Wilson	Visibilité - TROD	Village associatif			
				1er décembre 14h-18h	AIDES LM Toulouse	Echange et partage sur l'accueil collectif sur l'histoire du sida, hier, aujourd'hui pour demain				
1er décembre 10h-12h et 14h-16h				Commerces africains	Visibilité et campagne d'information sur le TROD en direction des migrants					
1er décembre 14h-17h				Centre de détention de Muret	Stand d'information					
Grand Est	Alsace	Strasbourg	1er décembre journée	Place Kléber	Chapiteau inter asso. : promotion du dépistage					
			30-nov	Mulhouse	Plusieurs endroits en ville	Actions de visibilité collectif santé ville				
	Bourgogne	Dijon	Chalon-sur-Saône	X						
				28 novembre 10h-16h	Chalon-sur-Saône	Visibilité, incitation au dépistage				
	Champagne Ardennes	Reims	Reims	30 novembre 10h-16h	Mâcon	Visibilité, incitation au dépistage				
				X						
				1er décembre ?	Reims	Visibilité et TROD : dépistage d'Adeline Hazan (maire) ou d'un autre élu	Sous réserve			
				30 novembre 18h30	Reims management school	Concert de "Pony club"	Concert organisé par "Egayons-nous", asso LGBT étudiante, au profit de AIDES			
	Franche Comté	Besançon	Berfort	1er décembre	Ex æquo (centre LGBT)	Concert de "Obel" et de "King's queer", avec proposition de TROD (sous réserve)	Concert organisé par "Homozygote", asso LGBT étudiante, au profit de AIDES			
				3 décembre 22h30-?	Etablissements de nuit dont Les Lilas (club LGBT) et Le Pied (boîte afro)	Action de mobilisation et de visibilité	En partenariat avec Egayons-nous et Homozygote			
				1er décembre	Local AIDES	Briche-café convivial pour les militants du TA				
				3 décembre 22h30-?	2 bars et 1 boîte de nuit gay-friendly	Visibilité, RDR-S et TROD				
	Lorraine	Nancy	Epinal	1er décembre	Local AIDES	Visibilité médias / TROD	Communication sur les actions de RDR-S et TROD			
				30 novembre 10h-17h	Vittel	Visibilité, incitation au dépistage				
				1er décembre 10h-17h	Saint-Dié	Visibilité, incitation au dépistage				
				1er décembre 10h-12h et 13h-17h	Place de la République	Dépistage en partenariat avec le CDAG/CIDDIST	Promotion du dépistage dans le cadre du collectif messin de lcs			
	Grand Ouest	Anjou Maine	Le Mans	17 novembre 14h30-22h	Salle Pierre Perret Le Mans	Conférence débat "Les nouveaux modes de dépistage"	Organisé par le coll 1er déc			
				26 novembre 14h-17h30	Place des Ursulines Le Mans	Visibilité (flash mob à 16h)	AIDES - Service santé environnement et service jeunesse de la ville			
				30 novembre 14h-18h	Service Jeunesse Le Mans	Visibilité				
				1er décembre 14h-18h	Mission Locale Le Mans	Visibilité				
				1er décembre	Le Mans	Action nationale ?				
				8 décembre 10h-16h30	CSAPA Le Mans	Journée dépistage VIH hépatites	AIDES - CSAPA - CAARUD			
				30 novembre 11h-18h	Mairie de Cholet	Dépistage/animations	Organisation par le Collectif choletais			
				1er décembre 11h30-14h30	FJT Pâquerettes Cholet	Dépistage/animations	Organisation par le Collectif choletais			
1er décembre 9h-19h				CDAG CH de Cholet	Dépistage	Organisation par le Collectif choletais				
1er décembre 14h-17h				Université Belle Beille d'Angers	Stands/animations	Organisation par le SUMPPS				
5 décembre 10h-18h				Université Campus St Serge + RU Angers	Stands/animations	Organisation par le SUMPPS				
1er décembre 10h-19h				Place du Ralliement	Stands/animations	Organisation par le Collectif d'Angers				
1er décembre 17h-0h00				Place Imbach	Dépistage/animations	Organisation par le Collectif d'Angers				
1er décembre 20h30-23h				Théâtre de Trélazé	Film et débat	Organisation T'ONICS et AIDES				
2 décembre 20h30-23h				Théâtre de Trélazé	Film et débat	Organisation T'ONICS et AIDES				
28-nov				Bars gays d'Angers ET saunas gays	Animation	Organisation par AIDES				
30-nov		Bars d'Angers	Animation	Organisation par le SUMPPS						
1er décembre		Laval	Action nationale ?							
Bretagne Atlantique		Brest	Lorient	1er décembre 10h-17h	Place de l'hôtel de ville	Visibilité	Stand via le collectif sida de Brest			
				1er décembre 10h-12h	Présentation observatoire EMA partenaires/acteurs du TA	Plaidoyer/visibilité	Plus de 40 partenaires conviés			
				1er décembre 17h30-19h30	Relais prévention santé	Permanence TROD				
				30 novembre 14h30	Espace associatif	Présentation observatoire EMA	Plus de 40 partenaires conviés			
Centre		Orléans	Orléans	1er décembre 18h	Planning familial 45 (6 rue du Brésil)	Le collectif de lcs du Loiret présentera ses actions	Collectif du Loiret			
				1er décembre 7h-9h	Gare d'Orléans	Distribution de rubans en papier avec des messages sur les représentations du VIH	Collectif du Loiret : AIDES, Asud, Planning familial, GAGL 45, Hespilo réseau ville hôpital 45, Femmes relais d'Adomicile 45, étudiants, travailleurs sociaux et infirmiers			
	1er décembre 9h-18h			Parvis de la Place d'Arc	Sous des tentes : coin salon café échanges (accueil collectif) Sous une autre tente confidentielle : action de RDR-S et TROD	En lien avec le national				
	1er décembre 19h30			Cinéma des Carmes	Projection du film "VIH, le dire ou pas ?", suivie d'échanges et de débats	Animation par le collectif de lcs du Loiret avec la LDH 45				
	Tours	Tours	Tours	1er décembre à partir de minuit	Gardel's - Soirée étudiante	Stand des associations du collectif	Sous réserve de la participation de AIDES			
				30 novembre 9h30-16h	Reuilly dans le Cher	Ateliers RDR-S, visibilité, témoignage, mob	AIDES n'est pas présente dans le dépt			
				1er décembre 10h-17h	LM Tours	Journée dépistage				
				1er décembre 20h-2h	Fac de médecine Carabins de Tours	RDR-S, prévention	Fonds reversés au TA du Centre			
Guyane	Saint-Laurent-du-Maroni	Saint-Laurent-du-Maroni	2 décembre 21h-6h	Commerces gays et boîte gay GI	RDR-S, visibilité, info TROD					
			3 décembre 16h-20h	Epicierie Afrika Market	Visibilité, atelier RDR-S, info TROD					
Haute Bretagne	Rennes	Rennes	1er décembre 9h-12h	Marché pour communication Local pour TROD	TROD et visibilité					
			30 novembre 18h-22h30	Maison Internationale de Rennes	Sensibilisation : participation à un ciné-débat	Organisé par le CGLBT de Rennes				
			1er décembre 12h-14h	Centre commercial Colombia (Rennes)	Espace info/doc/expo sur le VIH	Co-organisé par le coll 1er décembre rennais				
			1er décembre 14h-18h	Local de AIDES (43 rue St-Hélier)	Permanence santé sex avec TROD					
Saint-Martin	Saint-Martin	Saint-Martin	1er décembre 18h30	Eplanade Ch. de Gaulle (Rennes)	Flash mob "30 ans de lutte"					
			6 décembre 20h30	Saint-Malo (Maison de la Famille)	Théâtre-forum explorant des thèmes liés au VIH					
Vendée Atlantique	Nantes	Nantes	09-déc	Saint-Brieuc (horaire et lieu à définir)	RDRS avec TROD vers le public HSH	Action en partenariat avec SidArmor				
			1er décembre	Quartier d'Orléans	Journée de dépistage avec le CIDDIST					
Ile-de-France Nord Est	Paris	Paris	1er décembre 14h-17h	Faculté de médecine de Nantes	1 parcours de VIH est prévu	Pour les 1ères, 2èmes et 3èmes années				
			1er décembre	La RSY	TROD au LM dans le cadre d'une perm CAARUD mais action aussi ciblée HSH et migrants Stand et expo à l'hôpital, ruban sur la Mairie, point presse 14h					
Paris	Paris	Paris	2 décembre 18h-20h30	Cité des sciences et de l'industrie Salle agora Carrefour numérique (niveau -1)	Action organisée par le groupe sourds					
			23, 25 et 26 novembre 19h-22h	Centre LGBT	Permanences santé sex. avec proposition TROD					
			1er décembre 11h-17h	Mairie du 3ème arrondissement	Permanences santé sex. avec proposition TROD					
			1er décembre 18h-21h	Local : 26 rue du Château Landon	Permanences santé sex. avec proposition TROD					
			1er décembre 17h-20h	Sauna Sun City	Action RDR-S avec proposition TROD					
			1er décembre 11h-16h	Présence Hôpital Saint Louis	Stand info					
			1er décembre 10h-16h	Mairie 20ème avec Hôpital Tenon	Stand info					
			30 novembre 10h-17h	Centre commercial d'Aulnay-sous-Bois	Stand info + proposition TROD					
			2 décembre 11h-17h	Gare routière / métro Pablo Picasso	Stand info + proposition TROD					
			3 décembre 14h-17h	Médiathèque Blanc Mesnil	Prévention/information					
			24 novembre 16h-18h	Bagnolet	Action "Si j'étais séropo ?" au CMS					
			28 novembre 14h-16h	Bagnolet	Tractage en partenariat avec le CMS					
29 novembre 11h-16h	Bagnolet	Tractage en partenariat avec le CMS								

Réseau AIDES - Actions 1er décembre 2011

Région	Territoire d'action	Ville	Date et heure de l'action	Lieu de l'action	Type d'action (RDR-S, visibilité, TROD, etc.)	Commentaires	
Nord Ouest Ile-de-France		Montreuil	1er décembre 10h-13h 3 décembre 20h-7 8 décembre 18h-21h	Bagnolet - Centre commercial Bel Est Local : 4bis rue de Vitry Montreuil Foyer ADEF à Montreuil	Stand info Table-ronde : Femmes et VIH Information/débats		
		Torcy	26 novembre 12h-24h 1er décembre 10h-17h 2 décembre 14h-18h 2 décembre 19h-22h 8 décembre 14h-18h	Chelles Meaux Noisiel (au marché) Mitry Mory Torcy	Stand info + prévention Stand prévention au forum associatif Stand info + proposition TROD Stand info + prévention Stand prévention avec le service jeunesse		
		Ile-de-France Nord Ouest	Argenteuil	2 décembre 11h-16h	Local : 120 av Jean Jaurès Argenteuil	TROD	
			Cergy	30 novembre 11h-16h	Maison des associations rue de la Lanterne	TROD	
			Paris	29/11/11	Antenne jeunes Mont Cenis - 119 rue du Mont Cenis 18ème	Visibilité	En partenariat avec CDAG hôpital Bichat
			Nanterre				
		Saint-Denis	1er décembre 11h-16h	Gare RER St Denis Local : 14 passage de l'aqueduc	TROD	2 actions en simultané	
		Ile-de-France Sud Est	Saint-Maur-des-Fossés	29 nov à Choisy-le-Roi, 2 déc à Champigny, 3 déc am à Chennevières, 3 déc pm à Vitry (...), 10 déc à Villeneuve-Saint-Georges			ICSS : Stand info + proposition TROD
	Paris		29 novembre au 4 décembre 1er décembre 19h30	Marais BHV 34 rue de la Verrerie	Semaine de la santé sexuelle et du dépistage Portes ouvertes		
	Juvis-sur-Orge		?	Centre social Dépistage rapide communautaire	Action interassociative Relais à la gare RER		
	Alfortville Département 77		?	Offre de dépistage et TROD	Actions menées par le CDAG et AIDES		
	Ile-de-France Sud Ouest	Paris	2 décembre 15h-18h 6 décembre (horaires à venir) 26 novembre 15h-19h 3 décembre 15h-18h 1er décembre 16h-19h	Le Kremlin-Bicêtre (place Fontainebleau) Le Kremlin-Bicêtre (place de la comète) Châtillon (13 rue de la gare) Arcueil (centre commercial la vache noire) Gare RER Versailles Chantiers	RDR-S TROD TROD Mobilisation/visibilité TROD		
		Normandie	Rouen	1er décembre 14h30-17h	Local de AIDES	Permanence	
				1er décembre 17h-19h	Place Saint Sever Rouen	Tractage dans la rue pour informer des permanences santé sexuelle avec TROD	
				1er décembre 19h-21h	Bars gays de Rouen	Tournée des bars avec information RDRS/TROD	
				1er décembre 9h30-14h-20h	Cinéma l'OMNIA Rouen	3 projections débats (3 films différents)	
	1er décembre 19h-21h	Evreux	Participation à un colloque en direction des professionnels sur les nouvelles données de la prév.				
	5 décembre 9h30-17h	Théâtre forum à Etrepagny	Participation de AIDES en direction de professionnels et d'étudiants				
	8 décembre 9h30	Théâtre forum à Breteuil-sur-Iton	Participation de AIDES en direction de professionnels et d'étudiants				
	Le Havre	1er décembre 15h-19h 1er décembre 12h00-17h30 1er décembre 22h-?	Local de AIDES Lillebonne Bar gay le Jocks au Havre	Permanence Atelier prévention débat Soirée AIDES			
	Nord Pas de Calais Picardie	Lille	1er décembre 15h-18h	Foyer ARELI "Bonte" (travailleurs migrants)	Atelier santé + TROD		
			1er décembre 17h-20h	Bar "Le Privilège" à Lille	RDR-S + TROD		
			4 décembre 21h	Soirée Isinight à La Suite à Lille	RDR-S + TROD	Avec le collectif régional de prévention sida	
			28 novembre 19h-21h	AIDES Amiens	Apérogay	Avec l'asso LGBT "Flash our true colors"	
		Amiens	1er décembre 10h-19h	AIDES Amiens	Atelier photo "Si j'étais séropositif ?"		
			1er décembre 12h-14h	UTC Compiègne	On suce avec AIDES !	Action sucette avec l'asso "OUTComing !!!"	
			Amiens	3 décembre 10h-17h	AIDES Amiens	Atelier santé sexuelle féminine	Atelier réservé aux femmes de tous âges, de toutes origines, de toute sexualité. Différents ateliers liés à la sexualité féminine dans une ambiance conviviale et ouverte !
				4 décembre 14h-17h	AIDES Amiens	Convivialité AIDES	Temps de rencontre et de partage ouvert aux personnes séropositives au VIH, aux hépatites et à leur entourage !
Valenciennes		Valenciennes	25 novembre 19h-21h 30 novembre 14h-16h 1er décembre 14h-17h	AIDES Valenciennes AIDES Valenciennes AIDES Valenciennes	Apérogay Conférence de presse sur le dépistage du VIH Permanence santé sexuelle + TROD		
			1er décembre 19h	AIDES Valenciennes	Soirée festive	En présence des Sœurs de la Perpétuelle Indulgence	
Dunkerque	Dunkerque	7 décembre 15h-18h	Sauna "Le pied marin" à Dunkerque	RDR-S + TROD	Avec le collectif régional de prévention sida		
Rhône-Alpes Méditerranée	Arc alpin	Grenoble					
	Durance Camargue	Avignon	1er décembre 17h	Théâtre des Carmes	Visibilité : remise des prix du concours contre le sida		
		Gap	X				
	PACA Est	Nice	1er décembre 18h-?	Place du palais de justice	Visibilité	Action en partenariat avec le collectif de lcs	
		Draguignan	X				
	PACA Ouest	Marseille	28-nov	Local AIDES	Présentation aux partenaires du dépistage rapide et démodécalisé		
			29-nov	Quartier Noailles	Sensibilisation de la population afro-caribéenne	Tractage	
			30-nov	Sauna Salvador	Action santé sexuelle et dépistage		
			1er décembre	Local AIDES	Lancement de la permanence santé sexuelle et dépistage (PSS)		
		Toulon	02-déc	New Cancan	Action santé sexuelle et dépistage		
20 novembre 23h-24h			Rues de Toulon	Maraude RDR-S			
30 novembre 10h-12h			Hôpital	Stand de visibilité			
30 novembre 14h-16h30			Rues de Toulon	Maraude RDR CPP			
Vallée du Rhône	Lyon	1er décembre 11h-13h	Local AIDES	TROD politique presse			
		1er décembre 14h30-17h	Local AIDES	Débat sur la mobilisation et nouveaux enjeux			
		1er décembre 17h-18h30	Partenaire	Apéritif fait au profit de AIDES			
		1er décembre 18h30	Place Bellecour	Visibilité : marche du 1er décembre			
	1er décembre 19h30	Place des Terreaux	Visibilité : chaîne de solidarité				
	1er décembre 18h-20h	Sun city (sauna)	Action avec TROD				
2 décembre 18h30-00h15	Le transbordeur (salle de spectacles)	Installation et tenue des stands par thématiques	Zapping show				
2 décembre 21h-00h	Le trou (sex club)						
Villeurbanne	Villeurbanne	3 décembre 15h-18h	Villeurbanne	Thème "jeunesse et santé" avec intervention de l'AIPES et de Joseph Situ Possibilité de proposer des dépistages	Co organisation avec des associations partenaires migrantes		
Sud Ouest	Bordeaux		29 novembre 15h-20h	Local AIDES	Inauguration du nouveau local à Bordeaux		
			1er décembre 11h30-18h30	Place Fernand Lafargue	Stand "Arrêter le sida n'est plus un slogan, c'est tout un programme"	Visibilité	
			1er décembre 11h30-18h30	Centre LGBT Girofard	Permanence "Santé sexuelle et dépistage rapide du VIH (TROD)"		
			1er décembre 18h30-20h30	Local AIDES	Permanence "Santé sexuelle et dépistage rapide du VIH (TROD)"		
			1er décembre soir	Centre Hâ 32	Soirée débat "SIDAICILABA" organisée par ADEL Débat sur le droit au séjour	Collectif Sida 33	
	Agen		17 novembre 14h-16h30	Maison d'arrêt d'Agen	1 atelier hépatites et 1 atelier VIH	RDR sexuelle et CPP	
			28 novembre 9h30-12h	Local AIDES	Café partenaires	Communication autour du dépistage	
			30 novembre 9h-12h et 14h-17h	Local AIDES	Journée dépistage, atelier "Femmes et sexualité"	RDR avec offre de dépistage	
			1er décembre 9h-12h et 14h-17h	Agen	Journée dépistage CAARUD/CSAPA	RDR avec offre de dépistage	
			1er décembre 20h30-23h	Cinéma "Montreurs d'images"	Visionnage + débat		
			2 décembre 14h30-16h30	CSAPA/CAARUD	Atelier sexualité	RDR sexuelle et CPP	
			15 décembre 14h-16h30	Maison d'arrêt d'Agen	1 atelier hépatites et 1 atelier VIH		
			1er décembre après-midi	Centre-ville	Visibilité et orientation TROD au local AIDES	Partenariat avec asso identitaire Basco Sphère	
	Bayonne		1er décembre soirée	Sauna S64	RDR-S (avec TROD à confirmer)		
			1er décembre soirée	Bo bar	RDR-S (avec TROD à confirmer)		
	Biarritz		1er décembre 20h30	Théâtre Le colisée	Pièce de théâtre "Lonely planet" + débat	Asso "Les amis du théâtre de la côte basque"	
			6 décembre 14h-17h	Association "Du côté des femmes"	Permanence santé sexuelle auprès de femmes migrantes		
	Pau		6 décembre 14h-18h	Local AIDES	Débat/échanges avec les partenaires	Arrêter le sida n'est plus un slogan, c'est tout un programme	
			1er décembre 10h-16h30	Hôpital de Périquieux	Stand de visibilité	En lien avec la maison des usagers	
			6 décembre 14h-17h	Maison d'arrêt Beleyme (Périquieux)	RDR		
			08-déc	ASD (association soutien de la Dordogne) CHRS	Echanges autour de la santé sexuelle		
	Périgueux		9 décembre 14h-17h	ASD (association soutien de la Dordogne)	RDR avec offre de dépistage	Accueil de jour	
9 décembre 20h-23h			Le Cantou	RDR avec offre de dépistage			
28-nov			Limoges	Conférence de presse : fin de l'épidémie à 30 ans et TROD	Médias locaux		
Limousin	Limoges	1er décembre matin	Local AIDES	Petit déjeuner débat (fin de l'épidémie à 30 ans et TROD)	Partenariat avec l'association Entr'AIDSida		
		1er décembre ?	Limoges	Campagne "Si j'étais séropositif ?" avec 19 joueurs du CAB (Brive), en partenariat avec la mutuelle Via Santé	Conférence de presse prévue en amont		
		1er décembre 14h-18h (14h-15h conférence de presse)	Mairie de Poitiers	TROD Grand public + visibilité			
Poitou-Charente	Poitiers	1er décembre 14h-18h	Place de la Mairie de Angoulême	TROD Grand public + visibilité			
		1er décembre 14h-18h	Place de la Mairie de La Rochelle	TROD Grand public + visibilité			
		1er décembre 14h-18h	Place de la Mairie de Niort	TROD Grand public + visibilité			
		1er décembre 14h-18h	Place de la Mairie de Niort	TROD Grand public + visibilité			